



Le 05/03/19

Fiche suiveuse du dossier

Numéro interne : 10524

Rédacteur

N° définitif :

Objet : Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille

Titre Monsieur

Nom CAPUTO

Service DGAMOB

Téléphone

Pièces jointes

Résumé : Dans le cadre du contrôle de légalité, le préfet a indiqué que l'aménagement de l'espace métropolitain, qui inclut l'éclairage public, élément indissociable de la compétence voirie, est de la compétence exclusive de la Métropole. Il convient donc d'approuver une convention de gestion avec la ville de Marseille concernant la gestion de l'éclairage public sur son territoire

Rapport : G:\DOCS\RAPPORT\R084CV01.DOC

Délibération : G:\DOCS\DELIB\D084CV01.DOC

Liste des séances :

Présenté en Finances et Administration Générale le 20/03/2019

Présenté en Séance le 28/03/2019

Liste des services instructeurs :

Service : Visa des Affaires Juridiques, Priorité : 1

Service : DGS#IGS Inspection Générale des Services, Priorité : 2

Service : Service d'administration de GEDélibération, Priorité : 3

Service : #DASM DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES, Priorité : 4

Service : DGS#CABINET Cabinet du Président, Priorité : 5

Service : Visa des Finances, Priorité : 6

RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Finances et Administration Générale

■ Séance du 28 Mars 2019

20

FAG 020-28/03/19 CM

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille

MET 19/10524/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Marseille avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais désormais cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Marseille qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Marseille qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci-annexée fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Marseille sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le courrier du 28 janvier 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville de Marseille pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Pour enrôlement,
La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence

Martine VASSAL

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

APPROBATION D'UNE CONVENTION DE GESTION ENTRE LA VILLE DE MARSEILLE ET LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE POUR LA GESTION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MARSEILLE

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Marseille avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais , désormais , cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Marseille qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Marseille qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci-annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Marseille sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Compte-tenu des lourdes opérations structurantes en cours sur Marseille (BUS, Centre-Ville, Jarret, Cours Lieutaud) cette minoration intégrera également leur charge en matière d'éclairage public.

NOTE DE VISA

Numéro d'enregistrement de GEDELIB : 10524

Direction : DGAMOB

OBJET :

APPROBATION D'UNE CONVENTION DE GESTION ENTRE LA VILLE DE MARSEILLE ET LA MÉTROPOLÉ AIX-MARSEILLE PROVENCE POUR LA GESTION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MARSEILLE

Dans le cadre du contrôle de légalité, le préfet a indiqué que l'aménagement de l'espace métropolitain, qui inclut l'éclairage public, élément indissociable de la compétence voirie, est de la compétence exclusive de la Métropole.

Il convient donc d'approuver une convention de gestion avec la ville de Marseille concernant la gestion de l'éclairage public sur son territoire

I.



Convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Marseille au titre de l'éclairage public de la commune de Marseille.

Entre :

La Métropole Aix-Marseille Provence

Dont le siège est sis : Le Pharo, 58, boulevard Charles Livon, 13007 Marseille

Représentée par sa Présidente en exercice dûment habilitée pour intervenir en cette qualité aux présentes et domiciliée au dit siège ;

Désignée ci-après « La Métropole. »

D'une part

Et,

La commune de Marseille

Dont le siège est sis : Hôtel de Ville – quai du port, 13002 Marseille.

Représentée par son Maire en exercice dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes et domiciliée au dit siège ;

Désignée ci-après « la commune »

D'autre part

Ensemble dénommées « Les Parties »

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure de traiter pleinement cette compétence, il est nécessaire de pouvoir disposer du concours de la Ville de Marseille en lui confiant par convention de gestion conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la gestion de l'éclairage public du territoire de la Ville de Marseille.

Article 1 : Objet et périmètre de la convention

La présente convention est une convention de gestion conclue sur le fondement des dispositions conjointes du I de l'article L.5217-7 et de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente convention n'a pas pour effet et ne saurait être interprétée comme opérant une quelconque délégation des compétences exercées par la Métropole au profit des communes.

Article 2 : Champ d'application

Au titre de la présente convention, la commune aura en charge :

- La gestion de l'éclairage public
- Les prestations d'entretien, de réparation et de remplacement des matériels et ouvrages

L'éclairage du patrimoine de la ville de Marseille ainsi que l'éclairage événementiel ou ornemental ne relèvent pas de la présente convention.

Article 3 : Modalités d'exécution

Les missions qui seront exercées par la commune s'appuieront, notamment sur :

- Les prestations assurées par la commune en régie
- Les biens matériels et immatériels, mobiliers et immobiliers, nécessaires à leur exercice
- Les contrats, dont la commune ou la Métropole sont titulaires et qui ont pour objet de répondre partiellement ou intégralement aux besoins de la mission confiée à la commune.

S'agissant du marché 2017-128 de la Ville de Marseille qui comprend des interventions sur, d'une part, l'éclairage public de voirie, et d'autre part, sur les installations d'éclairage et d'illuminations du patrimoine communal, la Ville de Marseille continuera à utiliser ce marché pour les interventions relatives aux missions objet de la présente convention.

3-1 : personnels et services

Les personnels exerçant tout ou partie de leurs missions pour l'exercice de la compétence objet de la présente convention demeurent, pour la période transitoire couverte par la convention, sous l'autorité hiérarchique du Maire, en application des dispositions de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Toute modification du tableau des effectifs et des emplois relatifs à cette compétence fera l'objet d'un accord préalable de la Métropole.

3-2 : Suivi et exécution des contrats concourant à l'exercice par la commune des missions confiées

La commune est en charge de l'exécution et du contrôle de tous les contrats en cours ou à conclure afférents à la compétence éclairage public par lesquels elle fait exécuter les missions qui lui sont confiées.

Lorsque la Métropole est substituée à la commune dans les droits et obligations nées d'un contrat, les cocontractants sont informés par la Métropole que la commune agit, au nom et pour le compte de la Métropole.

La commune règle les dépenses nées de l'exécution de ces contrats. Ces dépenses sont compensées par la Métropole dans les conditions fixées à l'article 7 de la présente convention.

3-3 : Conclusion des contrats concourant à l'exercice par la commune des missions confiées.

Contrats et conventions ne relevant pas de la commande publique

La commune prend toutes décisions et actes et effectue toutes tâches matérielles se rapportant à la conclusion des actes nécessaires à l'exercice des missions confiées. Elle en informe la Métropole.

Contrats et conventions relevant de la commande publique

S'agissant des actes soumis aux règles de la commande publique à conclure pendant la durée de la convention ou devant faire l'objet d'un avenant, seuls les organes de la Métropole sont compétents pour procéder à la désignation des cocontractants et à la signature des actes en cause, que ces actes requièrent l'intervention préalable de la commission d'appels d'offres ou soient conclues à l'issue d'une procédure adaptée ou de gré à gré.

Toutefois, la commune est en charge de :

- La rédaction des documents de la consultation et des éventuels avis d'appel public à concurrence
- Des courriers et notifications à destination des candidats
- De l'instruction et de l'analyse des offres, étant précisé que les organes compétents de la Métropole conservent toute latitude pour confirmer ou infirmer ces travaux préparatoires à la conclusion du contrat.

Article 4 : Usage des biens, équipements et occupation du domaine public

Lorsque l'utilisation de ces biens et la gestion du service public l'imposent, la présente convention tient lieu d'autorisation d'occupation du domaine public métropolitain. L'autorisation d'occupation est consentie à titre gratuit.

La commune s'acquitte de la totalité des charges se rapportant à ces biens.

Au titre de la convention, la commune assure la réalisation des travaux d'entretien courant et de maintenance des biens concernés.

Les travaux de gros entretien et de renouvellement des biens concernés sont pris en charge par la commune dans les conditions décrites aux articles 5 et 6.

Article 5 : les modalités de prise en charge par la commune des opérations relatives à la compétence objet de la convention

Au sens du présent article, constituent une opération, la modification d'un équipement et les travaux de gros entretien et de renouvellement.

Les modalités de prise en charge par la commune :

- Des travaux et opérations décidées avant la date d'effet de la présente convention et ayant reçu un commencement d'exécution ;
 - Des travaux ou opérations nouveaux ne pouvant être décidés à la date de notification de la présente convention ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à cette date ;
- Sont réglés par les stipulations ci-après.

5-1 Travaux et opérations décidés par la commune antérieurement à la date d'effet de la convention

Une opération est considérée comme décidée lorsque, conformément à l'article R-5215-3 du CGCT, de manière cumulative, l'avant-projet et le plan de financement de celle-ci ont été approuvés sans réserves par la commune avant la date susvisée. La commune assure en qualité de maître d'ouvrage délégué l'achèvement des travaux et opérations initiées sous sa maîtrise d'ouvrage, au titre de la compétence déléguée, décidées et ayant reçu un commencement d'exécution avant la date susvisée.

5-2 Opérations nouvelles ou non décidées à la date d'effet de la convention.

Durant la période de validité de la présente convention, la prise en charge par la commune d'opérations nouvelles, non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date susvisée est réglée selon le cas :

- Par une convention distincte de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue entre la Métropole et la commune en application de l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique ;
 - Par une convention distincte de mandat de maîtrise d'ouvrage conclue entre la Métropole et la Commune en application des articles 3, 4 et 5 de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique.
- Ces conventions fixent les modalités de prise en charge par la Métropole des coûts exposés par la Commune selon les modalités fixées aux articles 6 et 7 de la présente convention.

5-3. Réception et remise des ouvrages neufs.

Quelles que soient les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage, la Métropole sera associée aux opérations de réception de travaux effectués par la commune sur les bâtiments, réseaux et ouvrages, participant à l'exercice de la compétence relevant de la présente délibération.

A compter de leur réception, la commune assure la gestion, l'entretien et la maintenance des biens, pour la durée de la convention et dans les conditions fixées à l'article 4.

Article 6 : Modalités budgétaires et financières

Pour la gestion des services, la maintenance et le renouvellement des équipements objets de la présente convention, la Commune interviendra pour le compte de la Métropole dans le respect des règles financières, budgétaires et de la comptabilité publique.

Les dépenses et les recettes liées aux missions et tâches relevant de la présente convention feront l'objet d'une comptabilisation dans le budget principal de la commune, de manière à permettre l'élaboration de bilans financiers relatifs à l'exécution de la convention.

S'agissant des dépenses, la réalisation par la commune de ces missions et tâches donne lieu à aucune rémunération. Cependant la Métropole assure la prise en charge des dépenses exposées par la Commune pour l'exercice des missions et tâches confiées par la présente convention.

Ces dépenses sont évaluées pour 2019 à 9 238 000 € en fonctionnement et 5 985 000 € en investissement. Un remboursement interviendra par la Métropole pour un montant annuel égal au maximum de 15 223 000 €, soit le volume des crédits afférents inscrits au budget primitif 2019 de la commune.

S'agissant des recettes, la Commune reversera à la Métropole, les produits constatés (frais d'électricité remboursés par le concessionnaire du mobilier urbain) pour un montant annuel égal au maximum de 175 000 €, soit le volume des crédits afférents inscrits au budget primitif 2019 de la Commune.

Ces remboursements interviendront par semestre échu dans la limite du plafond susmentionné des dépenses et recettes identifiées (BP 2019), sur la base de décomptes justificatifs.

La ventilation prévisionnelle et indicative de ce montant est annexée à la convention.

Article 7 : Principe de compensation

Le montant des dépenses engagées au titre de compétence exercée fera l'objet d'un ajustement à la baisse de l'attribution de compensation prévisionnelle dans le cadre d'une délibération ultérieure.

S'agissant de l'attribution de compensation définitive, elle sera fixée dans le cadre des travaux de la CLECT

Article 8 : Situations d'urgence

En cas d'urgence impérieuse mettant en cause la sécurité des usagers ou celle des ouvrages et leur conservation, la commune est autorisée à engager toutes les actions ou tous les travaux imposés par les circonstances et qui se traduirait par une dépense d'investissement à charge pour elle d'en informer la Métropole dès la survenance de l'événement afin d'obtenir son accord pour la bonne conclusion des initiatives engagées à cet effet.

Les coûts exposés à cette occasion seront remboursés à l'euro/l'euro par la Métropole sur production par la commune des factures afférentes.

Ces montants seront comptabilisés dans les bilans financiers qu'examinera la CLECT.

Article 9 : FCTVA

Seule la Métropole, sous réserve des conditions d'éligibilité, bénéficie d'une attribution du fonds de compensation puisque les dépenses d'investissement réalisées par la commune ne conduiront pas à intégrer un équipement ou un ouvrage dans son patrimoine.

En conséquence, la Métropole fera son affaire de la récupération du FCTVA pour les travaux réalisés pour son compte.

La commune fournira au plus tard quatre mois à compter de la fin de l'exercice un état des dépenses acquittées et des recettes déductibles pour réaliser cette opération, accompagné des copies des factures.

Article 10 : Responsabilité

La commune est responsable, à l'égard de la Métropole et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Article 11 : Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa notification par la plus diligente des parties.

Elle est renouvelable, de manière expresse, au plus tard deux mois avant la date d'échéance, par accord conjoint des autorités exécutives des deux collectivités.

Elle peut être résiliée, par chacune des parties, sous condition d'un préavis de trois mois.

Article 12 : Litiges

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la convention à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au Tribunal administratif de Marseille.

Fait à

Le

En deux (2) exemplaires originaux

Signatures :

Pour la Métropole

Martine Vassal

Présidente de la Métropole.

Pour la Commune

Jean-Claude Gaudin

Maire de Marseille